.2
C45

Qu'il soit donc bien compris que je ne m'attaque pas à la personne du Lieutenant-Gouverneur, mais aux ministres responsables de ses actes, qui sont les seuls accusés que vous avez à juger. Conservateurs, respectons l'autorité, respectons la constitution; partisans du principe fédératif de nos institutions, conservons, au lieu de le détruire, le prestige qui s'attache la position du chef d'une province indépendante.

Son Excellence l'Hon. Luc Letellier de St. Just est complètement hors de cause; le coupable, c'est M. Joly, c'est le nouveau ministère. Le conspirateur, celui qui s'est adressé à Ottawa pour ourdir ce complot contre les immunités populaires, c'est encore M. Joly; c'est lui qui est sensé être allé s'aboucher avec George Brown à Montréal pour prendre de ce grand ami de notre province le secret de notre bonheur politique; c'est lui qui est allé chercher des inspirations auprès de M. MacKenzie pour trouver le moyen d'escamoter le pouvoir à Québec. Vous avez lu dans les faits divers des journaux que Son Excellence avait voyagé de Québec à Montréal et à Ottawa. Pour moi, j'ignore cela, la constitution ne me permet pas de le savoir; mais ce que je sais très-bien, c'est qu'il y a des ministres responsables dans cette province et qu'ils sont appelés à rendre compte des conseils insensés ou criminels qu'ils ont donnés à Son Excellence.

Quels sont les faits? Les voici, tels que je les trouve dans les documents officiels soumis à la chambre et qui sont maintenant du domaine public.

Le 26 février, à 4.30 P. M., le cabinet DeBoucherville a reçu une lettre de Son Excellence demandant les raisons qui avaient engagé le gouvernement à soumettre à la législature le bill pour contraindre les villes de Québec et de Montréal, ainsi que trois ou quatre autres municipalités, à payer le montant de leur souscription pour le chemin de fer de Québec à Ottawa. Dans cette lettre, le Lieutenant-Gouverneur se plaint aussi de ce qu'une mesure créant un nouvel impôt "avait été proposée à la législature sans avoir été soumise à la considération préalable du Lieutenant-Gouverneur."

Le 27 février, au matin, le premier-ministre portait lui-même à Spencer Wood la réponse du cabinet au Lieutenant-Gouverneur.

Cette réponse dit que la loi du chemin de fer trouvait sa justification dans le refus des municipalités de payer leurs souscriptions. Ces souscriptions, on le sait, se montaient, pour les seules villes de Montréal et de Québec, au chiffre énorme de près d'un million et demi. "A défaut de cette somme," disait le premier-ministre, "les travaux auraient été suspendus, l'intérêt de l'argent déjà dépensé sur le chemin — plus de sept millions de piastres — aurait été perdu, et le gouvernement aurait été obligé de contracter un nouvel emprunt et, par conséquent, de faire peser une charge injuste sur des municipalités qui n'avaient pris aucun engagement et ne devaient retirer aucun avantage immédiat de la construction de ce chemin."

Le premier-ministre justifie ensuite sa conduite envers le Lieutenant-Gouverneur et les chambres, et termine par ces paroles :

"Je prie Votre Excellence de croire que je n'ai jamais eu l'intention de m'arroger le droit de faire passer des mesures sans avoir son approbation, et que dans la circonstance actuelle, ayant eu occasion de parler avec Elle de la loi concernant le che-

" mi
" Vo
" rog

vers
foi d
res é
" ét
" Oc

porte
dés.
cher
" voi
" Ott
répoi

parai
serait
Gouv
que l
discu
si mé
surpr
Gouv
minis

C
Phisto
regret
plain
en cet

D
veau l
ticuliè
voir "

A
le prer
du che

" L
" l'avis c
" fer inti
" cidants
" Po
" primer
" sa posi

En
de Bot
même :